



VOUS DONNER LES MOYENS
D'ENTREPRENDRE EN AFRIQUE

Cahier de charges pour le développement d'une plateforme web de mise en réseau et d'orientation au service de l'entrepreneuriat de la diaspora africaine

ANIMA Investment Network

26 août 2021

Marseille, France



Table des matières

Contexte et besoins stratégiques	3
Nos organisations	3
Le projet MEET Africa 2.....	3
Le contexte et les objectifs de la plateforme web	4
Les principaux objectifs du site web	8
Besoins techniques et de services.....	10
Outils et ressources actuels	10
Les besoins fonctionnels	12
UI design, UX et charte graphique MEET Africa	15
Hébergement et nom de domaine	16
Maintenance	17
Web marketing et référencement de la plateforme.....	18
Formation et création de supports d'utilisation	18
Promotion et création de supports de communication	18
Reporting et outils de statistique de la plateforme web	19
Procédure de sélection et offre attendue	20
Prestation	20
Format de la mission	22
Chronogramme et délais de la procédure de sélection	22
Critère d'éligibilité et offre attendue	23
Critères de sélection	24
Délais de réponse et contacts.....	24

Contexte et besoins stratégiques

Nos organisations

ANIMA

ANIMA Investment Network est une plateforme au service de la coopération économique entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique. Elle développe et met en œuvre des initiatives pour bâtir des environnements de l'investissement et de l'entreprise au service d'une économie attractive, durable et inclusive. Le réseau ANIMA réunit 70 organisations membres dans 20 pays, et offre une expertise en matière de développement et de coopération économique, de promotion de l'investissement et de pilotage d'impact, de marketing territorial, de développement de l'innovation et de mobilisation des ressources des talents expatriés.
anima.coop

Expertise France

Expertise France est l'agence publique de la coopération technique internationale française. L'agence intervient autour de quatre axes prioritaires : gouvernance démocratique, économique et financière ; sécurité et stabilité des pays en situation de crise/post-crise ; développement durable ; renforcement des systèmes de santé, protection sociale et emploi. Dans ces domaines, Expertise France assure des missions d'ingénierie et de mise en œuvre de projets de renforcement des capacités, mobilise de l'expertise technique et joue un rôle d'ensemblier de projets faisant intervenir de l'expertise publique et des savoir-faire privés.
www.expertisefrance.fr

Le projet MEET Africa 2

Le programme MEET Africa 2ème édition est cofinancé par l'Union européenne et l'Agence Française du Développement - AFD. Il est mis en œuvre par Expertise France en partenariat avec la GIZ (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit) et ANIMA Investment Network.

En continuité de la phase 1, dans laquelle 80 projets de création d'entreprises ont pu être accompagnés, l'édition 2 poursuit le déploiement du dispositif et s'adresse aux diasporas du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Maroc, du Sénégal et de la Tunisie, désireuses d'entreprendre en Afrique.

Elle vise à favoriser la création d'activités économiques et d'emplois en Afrique (pays ciblés mentionnés ci-dessus) par l'accompagnement et le soutien de la diaspora africaine, diplômée ou non, vivant en Europe et/ou nouvellement réinstallée en Afrique dans sa volonté entrepreneuriale. Le projet vise également à fournir un appui additionnel aux entrepreneurs déjà ciblés par MEET Africa 1, et ainsi que le renforcement de l'écosystème d'appui à l'entrepreneuriat des diasporas, véritable nouveauté de la phase 2.

Le contexte et les objectifs de la plateforme web

Le contexte

Dans le cadre du projet MEET Africa 2, ANIMA développe une plateforme web d'information et de services ayant pour objectif de structurer une offre coordonnée en faveur de l'entrepreneuriat de la diaspora africaine et de mettre en réseau l'ensemble des acteurs (organisations d'appui à l'entrepreneuriat de la diaspora et entrepreneurs de la diaspora).

La création de la plateforme est évolutive, sur la base d'un travail de co-construction avec les acteurs en Afrique et en France qui définissent son orientation stratégique et ses fonctionnalités techniques. Plusieurs étapes sont identifiées à ce stade qui permettront de faire évoluer la [version beta de l'outil web](#) (en cours de finalisation), au regard des membres (opérateurs d'appui à l'entrepreneuriat, publics, privés ou encore associatifs) et des utilisateurs (entrepreneurs de la diaspora).

Gouvernance de la plateforme: le Conseil de développement et le Comité technique

La participation des acteurs dans le développement de la plateforme MEET Africa sera orientée par le biais d'une gouvernance indépendante à laquelle participent tous les acteurs de l'entrepreneuriat diasporique dans une logique de pérennité.

Deux organes principaux seront associés aux développements techniques et stratégiques de la plateforme MEET Africa sous la coordination d'ANIMA :

Le Conseil de développement :

Un Conseil de développement composé par des organisations membres de la plateforme, agissant comme un conseil d'administration, suivra l'axe stratégique de la plateforme et prendra des décisions de correction si nécessaire : les nouveaux développements à effectuer, chiffres d'audience, pertinence du parcours proposé par la plateforme, pré-validation de certains contenus pour la mise en œuvre de nouvelles fonctionnalités, etc. Le Conseil de développement constitue un véritable conseil d'orientation pour la réussite de la plateforme.

Le Conseil de développement reçoit des rapports semestriels du Comité technique (format à définir) rédigés par ANIMA avec l'appui du prestataire en charge du développement technique de la plateforme.

Le Comité technique

Le Comité technique et issu du Conseil de développement et aide ANIMA à piloter le développement technique de la plateforme : validation de maquettes, vérification d'erreurs techniques ou éditoriales, suivi des indicateurs de performance de l'outil, de l'audience, etc. L'objectif est d'avoir une intervention plus opérationnelle des acteurs sur le développement technique du site web.

Les organisations membres de la plateforme se réuniront régulièrement afin d'évaluer les évolutions de l'outil et de faire des amendements si nécessaire.

L'association des organisations membres au développement de la plateforme sera coordonnée par ANIMA. Le prestataire pourra être sollicité pour appuyer ANIMA dans la rédaction des rapports détaillant le développement de la plateforme ou pour participer à des réunions de co-construction avec les acteurs d'appui.

La plateforme MEET Africa et le principe de co-construction

La plateforme euro-africaine d'orientation et de mise en réseau à destination des entrepreneurs de la diaspora développée par ANIMA dans le cadre de MEET Africa a deux objectifs principaux : faciliter l'accès des entrepreneurs de la diaspora aux offres de services qui leur sont destinées et améliorer la connexion entre les organisations d'appui à l'entrepreneuriat de la diaspora en Europe et en Afrique.

Le projet MEET Africa 1 avait exprimé deux besoins auxquels la plateforme MEET Africa répond aujourd'hui : le manque de visibilité et de lisibilité des offres de services auprès des entrepreneurs de la diaspora (multiplicité d'offre croissante, mais difficulté d'atteindre la cible) ; le manque d'interaction entre les opérateurs d'appui en Afrique et en Europe (décoordination parfois des incubateurs en Europe et en Afrique, difficulté d'identification de partenaires dans les pays, multiplicité croissante d'acteurs mettant en œuvre des offres de services, mais besoin de clarification de leur positionnement sur la chaîne de valeur).

La plateforme MEET Africa a été conçue dans un format hybride : outil numérique d'information et de services, et réseau d'acteurs associés à son développement selon le principe de co-construction avec l'ambition de devenir l'outil numérique de la communauté pérennisé par son appropriation et par sa cohérence avec les besoins et les souhaits d'intervention des acteurs d'appui.

La plateforme ne se limite donc pas à l'outil numérique et propose également des outils d'animation de la communauté d'acteurs avec l'ambition d'inciter l'écosystème à contribuer à son orientation stratégique et technique : des ateliers de co-construction et des ateliers en Afrique et en Europe sont prévus tout au long du projet.

La création de la plateforme sera organisée de manière évolutive et sous le principe de co-construction avec les acteurs et les entrepreneurs. Trois principales étapes sont identifiées à ce stade qui permettront de faire évoluer l'outil au regard des membres (opérateurs d'appui à l'entrepreneuriat) et des utilisateurs (entrepreneurs de la diaspora) :

La version beta de la plateforme MEET Africa : avril – juillet 2021

ANIMA a développé, sur la base des objectifs et besoins ci-dessus détaillés, une première version beta de la plateforme digitale MEET Africa. Le site web est en cours de finalisation à la suite du premier atelier de co-construction pendant lequel les acteurs ont communiqué leurs remarques et observations. Il sera publié rapidement.

Le design est décliné du site meetafrica.fr afin d'éviter le dédoublement des espaces où la communauté MEET Africa est présente. Cette logique d'harmonisation de l'identité visuelle doit être respectée, tout en gardant l'identité propre de la plateforme qui a vocation à vivre au-delà du projet.

Le codage web est propre et a été développé par le prestataire sur la base d'un CRM (base de données) : mise en relation, automatisation des annuaires, des statistiques, peu d'animation requise et peu de connaissance technique nécessaire pour l'utiliser/animer pleinement. L'objectif est aussi de réduire l'intervention humaine nécessaire à l'animation afin d'assurer davantage la pérennisation.

Dans cette logique de pérennité, tout est modifiable et adaptable : nous pouvons faire évoluer l'outil comme bon nous semble : inscription, correspondance des filtres, etc. Grande marge de manœuvre de l'outil qui devient une plateforme « créatrice » de plateformes.

Un guide précisant le codage web développé pour la version beta sera produit par le prestataire web afin de faciliter la reprise du code par le nouveau développeur. Ce guide sera transmis au prestataire choisi pour le développement de la V2 et V3 de la plateforme.

Des mises en relation pourront être également faites par ANIMA entre les deux développeurs afin d'améliorer la coordination et la clarification de certains points si besoin.

Développement et mise en ligne de la 2^{ème} version de la plateforme : septembre - décembre 2021

A la suite de la publication de la version beta de la plateforme et de la première réunion de co-construction tenue en juillet 2021, des ateliers de travail seront organisés en 2021 dans les pays cibles du projet en Afrique (Tunisie, Maroc, Sénégal, Mali, Cameroun, Côte d'Ivoire) et en France lors d'une mission de repérage et de présentation de l'initiative MEET Africa 2. Ces ateliers rassembleront les acteurs publics et privés de l'appui à l'entrepreneuriat et entrepreneurs de la diaspora sollicités lors des prises de contact individuelles et souhaitant participer à la démarche. Ces ateliers auront pour objectif de présenter le projet de plateforme pour servir l'objectif de consulter et susciter l'intérêt d'acteurs d'appui de l'entrepreneuriat et des entrepreneurs de la diaspora réinstallés ou non. Les acteurs pourront contribuer à l'orientation de l'outil numérique. Les comptes-rendus de ces réunions viendront alimenter le travail sur les fonctionnalités et les termes de référence évolutifs de la plateforme.

Cette série d'ateliers aura pour objectif d'assurer le principe de co-construction de la plateforme, puisque les acteurs pourront directement participer à l'élaboration, aux mises à jour et aux améliorations techniques de la plateforme. Les opérateurs, projets, programmes et autres initiatives intervenant dans le domaine de l'entrepreneuriat de la diaspora seront également associés et consultés afin de bénéficier de leur expérience et valoriser leur offre sur la plateforme MEET Africa.

Le calendrier provisoire pour le développement et la mise en ligne de la V2 de la plateforme :

Septembre – novembre 2021 : Développement des fonctionnalités prioritaires pour les acteurs d'appui selon le budget et le délai disponibles. Le Comité technique sera associé aux développements techniques de la plateforme.

Septembre – décembre 2021 : Organisation d'ateliers de co-construction par pays.

Les organisations locales d'appui à l'entrepreneuriat de la diaspora seront mobilisées afin d'élargir le réseau et de prendre en compte leurs avis et remarques sur les évolutions de l'outil numérique.

Novembre – décembre 2021 : Présentation des nouvelles fonctionnalités au Conseil de développement du Hub MEET Africa.

Décembre 2021 : Présentation de la version 2 du Hub MEET Africa à l'ensemble d'organisations membres et publication après prise en compte des observations des organisations membres de la plateforme et des usages des utilisateurs (via formulaire en ligne et analyse des statistiques de performance de l'outil).

Des réunions de suivi avec le Comité technique seront organisées régulièrement. Le prestataire de la plateforme sera associé potentiellement à ces réunions afin de statuer sur les dernières évolutions techniques et prendre note des corrections à effectuer.

Le recensement des acteurs publics, privés, consulaires ou encore associatifs (couveuses, incubateurs, startup studios, accélérateurs, associations de la diaspora, hauts potentiels de la diaspora, porteurs de projet, réseaux de mentors, etc.) se fera de manière permanente tout au long du projet. Toutefois un travail spécifique sera fourni à cette étape de développement de la 2^{ème} version de la plateforme, où l'on passera de 20 à 50 membres (ou plus) présents sur la plateforme et l'on rajoutera des outils spécifiques de mise en réseau et d'animation de communautés numériques validés par le comité technique de la plateforme et choisis en concertation avec les parties prenantes.

En termes techniques, la V2 de la plateforme proposera des fonctionnalités décidées lors du 1^{er} atelier de co-construction de la plateforme (8 juillet 2021), détaillées dans la rubrique « [Les besoins fonctionnels](#) » ci-dessous, sous réserve des retours des organisations membres au sondage envoyé pour décider des fonctionnalités prioritaires et des étapes de développement.

Développement et mise en ligne de la 3^{ème} version de la plateforme : janvier - juin 2022

La 3^{ème} version de la plateforme présentera les fonctionnalités finales de l'outil, mais ces fonctionnalités seront toujours évolutives jusqu'à la fin du projet MEET Africa (juin – juillet 2023).

La 3^{ème} version de la plateforme présentera l'outil consolidé et totalement développé. Il constituera un Centre d'Information et d'Orientation de l'entrepreneur de la diaspora et proposera l'ensemble de fonctionnalités décidées lors des réunions et consultations avec les organisations membres et des consultations aux utilisateurs finaux.

Sous réserve des besoins et attentes qui seront manifestées par les acteurs de l'écosystème en France et en Afrique, la plateforme mettra à disposition des parties prenantes les informations suivantes :

- > Elle recensera et classera les offres de services accessibles aux diasporas installées en France et souhaitant développer un projet dans les pays cibles de MEET Africa (Tunisie, Maroc, Sénégal, Mali, Cameroun et Côte d'Ivoire).

- > Une présentation et une promotion des prestataires d'accompagnement de l'écosystème (publics, privés, associatifs) associés à MEET Africa et leur positionnement au sein de la chaîne de valeur de l'accompagnement.
- > Une mise en relation avec ces acteurs sera possible par le biais de la plateforme (outils relationnels – réseau social – communauté numérique d'acteurs qui échangent).
- > Des services de mise en relation, d'échanges de bonnes pratiques et de communication entre acteurs seront développés selon les besoins qui émergeront (réseau social, annuaire relationnel, outils collaboratifs, centre de ressources mutualisées, veille d'information, Wiki et blogging, collecte de témoignages, envoi de questionnaires de satisfaction, sondages, service de messagerie, etc.).
- > Des outils de reporting et d'analyse des données internes à la plateforme (autre que les outils d'analyse web de type Google Analytics)
- > Des fonctionnalités décidées lors du 1^{er} atelier de co-construction de la plateforme (juillet 2021), détaillées dans la rubrique « Les besoins fonctionnels », sous réserve des retours des organisations membres au sondage envoyé pour décider des fonctionnalités prioritaires et des étapes de développement.

Après juin 2022 et la publication de la V3 de la plateforme MEET Africa, les efforts se concentreront sur la pérennisation de l'outil numérique et la recherche d'un modèle économique adapté. Des réunions de co-construction avec les acteurs en France et en Afrique se tiendront afin de continuer la dynamique de réflexion collective avec les organisations membres de la plateforme.

Les principaux objectifs du site web

La plateforme web MEET Africa aura pour objectif de :

1. Accroître la visibilité et la lisibilité de l'offre de service à destination des entrepreneurs de la diaspora africaine vivant en France/Europe ou réinstallée en Afrique et la structurer.
2. Accroître la visibilité des organisations publiques, privées, associatives, des réseaux et de tout autre type d'opérateur développant une offre de services à destination de la diaspora africaine.
3. Renforcer la mobilisation des entrepreneurs de la diaspora par la mise à disposition des informations claires et structurées sur les mécanismes et les offres de service les concernant, ainsi que par la mise en réseau avec les organisations proposant ce type de service.
4. Faciliter l'accès des diasporas aux offres d'appui à l'entrepreneuriat dans le pays de résidence ou d'origine, ainsi que leur identification rapide.
5. Connecter l'ensemble des acteurs concernés par ces offres et services à destination de la diaspora africaine : organisations d'appui à l'entrepreneuriat de la diaspora africaine en France ou en Afrique, les entrepreneurs de la diaspora, les investisseurs...
6. Animer une communauté diaspora euro-africaine qui perdure dans le temps.
7. Faciliter l'appropriation de l'outil par les acteurs grâce à des formations et des informations pertinentes et claires, proposer des fonctionnalités simples à utiliser et à diffuser.

8. Suivre et évaluer l'interaction et l'échange de la communauté afin d'adapter les fonctionnalités si besoin ou les développer davantage en fonction des besoins exprimés.

Les cibles et leurs besoins

Groupe(s) cible(s) :

- Entrepreneurs de la diaspora
- Associations de la diaspora installées en France
- Acteurs d'appui et d'accompagnement d'entrepreneurs
- Agences de promotion de l'investissement
- Investisseurs
- Organismes institutionnels partenaires ou non des pays cibles (liste disponible à la demande)
- Organisations diplomatiques et consulaires

Les « groupes cibles » sont les groupes/entités qui bénéficieront directement de l'action.

Bénéficiaires finaux :

- Entrepreneurs
- Associations de la diaspora installées en France
- Acteurs d'appui et d'accompagnement d'entrepreneurs
- Secteur privé
- Investisseurs
- Organismes institutionnels partenaires ou non des pays cibles Agences de promotion de l'investissement
-

Les « bénéficiaires finaux » sont ceux qui bénéficieront de l'action à long terme au niveau de la société ou du secteur au sens large.

Contraintes : délais et processus de travail sur le long terme

La plateforme MEET Africa sera développée tout au long de la durée du projet sous un prisme de co-construction, d'échange et d'adaptation aux besoins et aux usages des utilisateurs.

Cette contrainte (et futur avantage à l'égard de la pérennité de l'outil) se traduit par :

1. Un développement web de longue durée, structuré en trois étapes : 3 versions de la plateforme au total dont la première est en cours de finalisation (Version BETA) et répondant aux contraintes du principe de co-construction mentionnées plus haut. La prestation désignée par ce cahier des charges concerne uniquement les versions 2 et 3.
2. Un règlement financier des prestations sur la base du développement en deux étapes : paiement en plusieurs tranches correspondant aux V2 et V3 de la plateforme.
3. Une souplesse financière et technique sera nécessaire pour développer l'outil en respectant la concertation et de la co-construction.

4. Des réunions avec les organisations membres et les utilisateurs finaux seront organisées dans une perspective « test and play » afin d'évaluer le développement de l'outil et les fonctionnalités mises en place ou à venir. Des modifications seront demandées selon les observations des acteurs et utilisateurs consultés.
5. Un esprit d'équipe fort et solide devra se mettre en place entre le « prestataire », l'équipe de gestion ANIMA et le comité technique. Une attention particulière sera portée sur la proposition technique du futur prestataire en matière de méthodologie de travail entre le prestataire et l'équipe de gestion. Le principe de co-construction nécessite une méthodologie plus souple avec des délais parfois plus importants que ce qui a pu être contractualisé dans le développement de la première version de la plateforme.

Besoins techniques et de services

Outils et ressources actuels

Version beta du Hub MEET Africa (première version de la plateforme digitale)

Une première version de la plateforme MEET Africa est en cours de finalisation.

Le Hub MEET Africa est inspiré du site web institutionnel du projet meetafrica.fr, depuis lequel il sera également accessible.

La version beta de la plateforme est intégrée dans le nom de domaine meetafrica.fr, dans un sous-domaine. Les versions 2 et 3 de la plateforme seront développées dans le même sous domaine web.

Un login/inscription à la plateforme MEET Africa est disponible pour les utilisateurs (entrepreneurs) et les organisations membres.

A ce stade, des fonctionnalités supplémentaires sont disponibles sous inscription pour chacun d'entre eux :

- Les utilisateurs (entrepreneurs, autres profils – personnes physiques) peuvent rajouter des offres et des organisations dans leurs favoris. Les coordonnées directes des contacts (dans les fiches des offres et des organisations) et le téléchargement de documents sont verrouillées par l'inscription. Seulement les utilisateurs inscrits peuvent avoir accès à ces éléments.
- Les organisations membres de la plateforme (personnes morales) peuvent avoir accès à leur espace personnel, accéder à l'annuaire de l'ensemble des contacts, modifier et publier leur page de profil d'organisation ou d'ajouter des fiches d'offres de services.

L'accès au back office de la plateforme est destiné aux organisations membres et à l'équipe de gestion seulement. Il est décliné selon le profil :

- Super administrateur : Accès à toutes les fonctionnalités, seulement disponible pour l'équipe de gestion et les prestataires.

- Administrateur : accès aux contenus déjà publiés pour modification, création de nouvelles pages pour l'ajout d'offres ou de profils d'organisations. Pas de modification sur les menus ni sur autres aspects reliés à la structure des pages. Accès à l'annuaire des offres, des organisations et à la liste de contacts générale.
- Membre : accès à leur contenu en tant qu'offres et profil d'organisation ; accès à l'annuaire des organisations et à la liste des offres publiées dans le site. Accès à la liste de contacts. Ils peuvent également ajouter des nouvelles offres sur leur profil, mais seulement en brouillon / validé. Une alerte notifie à l'équipe de gestion la validation du contenu afin de faire une vérification avant la publication. Cette fonctionnalité est destinée à évoluer car la logique de pérennisation de la plateforme passe par l'appropriation totale de l'outil par ses organisations membres.
- Utilisateur : pas d'accès au back office pour l'instant. Ils peuvent seulement retrouver les pages catégorisés dans leurs favoris et accéder aux contenus premium (coordonnées + ressources en ligne).

WordPress est utilisé pour l'enregistrement des données en base sous forme de méta données. Toutes les classes sont définies en tant que post-type dans le WordPress. Ci-dessous la liste des modules intégrés afin de dynamiser la plateforme. Ces modules sont des dictionnaires de données :

- Photos : Uploader des photos
- Témoignages : Gestion des témoignages
- Caractéristiques : Gestion des caractéristiques des offres
- Cible : Gestion des Cibles (Entrepreneurs, Diaspora, ...)
- Type de structure : Gestion des Types de structure
- Formulaire / Inscription : Gestion du formulaire d'inscription en autonomie
- Les secteurs : Gestion des secteurs d'activités
- Services : Gestion des services proposés
- Les besoins : Gestion des besoins (Conseil juridique et administratif, ...)
- Phases : Gestion des phases (Croissance, ...)
- Contenus : Gestion des contenus (RGPD, Mentions légales...)
- Etats : Gestion des états d'avancement (Je viens de créer mon entreprise, ...)
- Pays : Gestion des pays partenaires

Hébergement

A ce stade du développement de la plateforme (version beta), l'hébergement est aujourd'hui géré par le prestataire de développement et contractualisé au nom de sa société. La décision a été prise de rapatrier l'hébergement de la plateforme auprès d'un hébergeur déjà associé à ANIMA pour d'autres plateformes. Tout comme l'hébergement, le contrat de maintenance est affecté au prestataire, il sera donc transmis au nouveau prestataire choisi.

Une estimation des frais d'hébergement au prorata des ressources utilisées (taille des fichiers et bande passante utilisée, modules nouveaux à développer, etc.) sera demandée au

prestataire afin de connaître les besoins financiers qui affecteront le bon fonctionnement de l'hébergement et de la plateforme.

CRM (Customer Relationship Management)

Deux logiciels de gestion de contacts sont à ce stade associés à la version beta de la plateforme MEET Africa.

L'un a été développé dans le site web et gère les contacts des inscriptions en ligne et des organisations membres. L'autre est celui utilisé par ANIMA pour la gestion des contacts et de la communication, CIVI CRM. Une passerelle par API a été mise en place entre la version beta de la plateforme et CIVI CRM ANIMA.

Espace candidat : Plateforme de candidatures développée dans le site institutionnel meetafrica.fr

Un espace candidat à destination des porteurs de projets qui ont répondu au premier appel à candidatures du projet MEET Africa est intégré dans le site meetafrica.fr.

Une passerelle entre cet espace candidat du projet MEET Africa et l'inscription à la plateforme MEET Africa a été mise en place par le prestataire afin de ne pas doubler le login pour les candidats ayant déjà des accès à cet espace.

Les besoins fonctionnels

Comme déjà précisé plus haut, la plateforme MEET Africa devra constituer un Centre d'Information et d'Orientation de l'entrepreneur de la diaspora efficace et durable, et un outil relationnel entre organisations d'appui aux entrepreneurs.

La plateforme web devra être très facile à prendre en main par les acteurs d'appui qui seront les acteurs et animateurs de l'outil numérique dans la durée, avec l'appui de l'équipe de coordination chez ANIMA. Cet aspect a été le premier enjeu à respecter lors du développement de la version beta de la plateforme et devra continuer à être au cœur des futures évolutions.

Le principe de co-construction devra nous guider tout au long du projet et les avis des structures membres et des utilisateurs finaux doivent être pris en compte.

Les fonctionnalités précisées ci-dessous sont issues du premier atelier de co-construction avec les acteurs et pourraient être revues différemment à la suite des réunions et ateliers avec les organisations membres prévus pour l'année 2021 et 2022. L'analyse des usages des utilisateurs (entrepreneurs – personnes physiques) pourra en outre modifier l'orientation ci-dessous préconisée pour les fonctionnalités des versions 2 et 3 de la plateforme.

La création de la plateforme étant structurée en deux temps (V2-V3), nous précisons ci-dessous l'ensemble des modules des fonctionnalités évoquées par les acteurs.

Nous demandons aux prestataires de chiffrer ces modules en jours de développement (volumes horaires estimés pour chaque module/fonctionnalité) pour la période septembre 2021 – juin 2022.

Les étapes de développement seront organisées et priorisées selon les besoins manifestés par les acteurs pour la suite. Nous ne sommes pas en mesure de détailler de façon exhaustive l'ordre de développement de ces fonctionnalités étant donné la nature de construction collective de ce projet web. Les fonctionnalités pourront également évoluer ou ne pas voir le jour.

Nouveaux services ou fonctionnalités évoqués par les organisations à mettre en place sur la V2 et V3 de la plateforme et ordre de priorité de développement (fonction des votes obtenus) :

1. Développer une évaluation des offres de services en fonction de la réactivité de la structure sur la plateforme et des retours d'expérience des entrepreneurs-utilisateurs ;
2. Création des pages pays qui affichent le mapping synthétique des offres pour le pays, ainsi que d'autres informations pertinentes pour un entrepreneur désireux de s'installer dans le territoire en question ;
3. Définir un système de mise en valeur très visible des offres spécifiques pour les entrepreneurs de la diaspora ;
4. Outil d'autodiagnostic de l'entrepreneur afin de l'orienter vers les offres adaptées à son projet ;
5. Développement d'une section « prestataires labellisés / accrédités MEET Africa ». Cette section fera la promotion de fournisseurs de services / conseils aux entrepreneurs dans les pays africains. Une évaluation des fournisseurs sera également disponible en fonction des retours d'expérience des entrepreneurs-utilisateurs ;
6. Développement de statistiques sur les entrepreneurs de la diaspora (Observatoire). Développement d'un module dans lequel les organisations d'appui membres de la plateforme renseignent leurs statistiques d'activité liées à l'accompagnement d'entrepreneurs. Cet outil pourra à la fois leur permettre de visualiser leurs données de manière attractive (graphiques, uniquement visibles et exportables par l'organisation) et de produire des statistiques mutualisées ;
7. Veille sur les financements des bailleurs pouvant contribuer au modèle économique des structures d'accompagnement et système d'alertes automatisé ;
8. Service de messagerie interne entre structures et/ou service de visio-conférence intégrée dans la plateforme ;
9. Création d'un réseau d'échange entre entrepreneurs de la diaspora pour susciter des échanges de conseils et astuces : interconnexion des utilisateurs.

Cette 2ème salve de développements des fonctionnalités devra faire basculer la version beta de la plateforme MEET Africa, en accès ouvert dans une approche de communication

unidirectionnelle (vitrine) avec quelques fonctionnalités sous inscription, à un outil de collaboration qui puisse assurer l'interaction entre les membres et la mise en réseau.

Certaines rubriques web classiques pourraient être ajoutées pour la suite et constituent un nouveau module de fonctionnalités à chiffrer dans la même logique de facturation (volume de développement). Le back office de la plateforme devrait alors être également adapté afin de permettre aux organisations membres de publier et animer par elles-mêmes ces contenus :

- i. Centre de ressources (vidéos, rapports, études, etc.)
- ii. Formations (ressources pédagogiques, rediffusion vidéo, agenda des formations)
- iii. Calendrier d'événements partagé (agenda commun à l'ensemble de la communauté de la plateforme – organisations membres)
- iv. Autres contenus : témoignages des utilisateurs, bonnes pratiques des organisations membres, mise en avant de certaines statistiques internes du site (nombre d'inscrits, d'organisations membres, d'offres publiées, etc.
- v. Flux d'actualités et veille informationnelle automatisé (solutions automatisées à prévoir pour la minimisation de la saisie des informations par les organisations membres)

Autres fonctionnalités techniques pour l'équipe de gestion et la future gouvernance de la plateforme devront être prises en compte pour le développement de la 2^{ème} version. Ces fonctionnalités ne pourront pas être utilisées par l'ensemble de la communauté, seulement par l'équipe de gestion et les organisations membres du Conseil de développement / Comité technique :

1. Outils de statistiques et de reporting :
 - a. Des outils pour le suivi des statistiques internes de la plateforme doivent être développés, sur la base des indicateurs définis par le comité technique. Les usages des membres et utilisateurs seront suivis grâce à ces outils de reporting.
 - b. Un tableau de bord personnalisable permettant de suivre l'historique des interactions avec les acteurs, le statut de leurs demandes, le suivi des problèmes techniques, etc.
 - c. L'export de ces données doit être facilité (formats des fichiers à définir avec le Comité technique). Des représentations graphiques de ces données pourraient être développés en plus de l'export des données.
 - d. Ces données pourraient aussi s'afficher sur une interface online intégrée dans la plateforme (intranet). Certaines données pourraient faire objet d'une mise en avant dans l'interface publique de la plateforme (des options pour l'affichage ou non affichage de ces données devront être développées afin de sélectionner les contenus et leur mise en avant sur le front office du site web).
2. Evaluation des usages et des expériences utilisateurs

- a. Focus sur la capitalisation et identification de bonnes pratiques et leçons apprises
- b. Collecte et promotion de témoignages de membres et d'utilisateurs sur leur expérience de la plateforme
3. Pérennisation de la plateforme :
 - a. Assurer la pérennisation de la plateforme et de la communauté diaspora. Il est essentiel que la plateforme et la communauté diaspora qu'elle aura contribué à fédérer survive au cadre du projet MEET Africa et qu'elle continue à vivre. Une réflexion sur la pérennisation de la plateforme devra être incluse dans la réponse du prestataire (projections, solutions existantes, etc.).
 - b. Faciliter la future prise en main de l'outil par les organisations membres. Il existe déjà des tutoriels (vidéos et PDF) pour une prise en main plus facile de l'outil par ses utilisateurs. A la fin de la prestation (livraison de la 2^{ème} version de la plateforme), le prestataire devra transmettre des documents similaires expliquant les modifications, changements et ajouts apportés à la plateforme par rapport à la version beta afin de faciliter la prise en main de cette nouvelle plateforme et son utilisation ce qui facilitera la pérennisation de l'outil.
 - c. Passation des missions de modération de la plateforme de l'équipe de gestion dédiée aux organisations membres, adaptation de certaines fonctionnalités si besoin (celles qui peuvent demander des ressources humaines ou financières non disponibles, ainsi que des compétences techniques élevées).
 - d. Adaptation de la plateforme au format « autonome ». Les fonctionnalités doivent être revues et adaptées afin d'assurer la pérennité de la plateforme (mise à jour automatisée de certaines rubriques, etc.).
 - e. Formations online et physiques afin de faire monter les compétences des organisations membres de la plateforme après la période de mise en œuvre du projet MEET Africa (gouvernance participative et organes de pilotages tournantes).

UI design, UX et charte graphique MEET Africa

Navigation web, UI design et User Experience (UX)

Le site web devra faire preuve d'innovation en reprenant les dernières tendances de l'UI design et de l'expérience utilisateur (UX). La navigation dans le site doit être intuitive, fluide et performante.

Le web design et graphisme devront respecter la charte graphique MEET Africa, les règles de visibilité et de communication des projets de coopération financés par l'Union européenne et l'Agence française de développement.

Charte graphique MEET Africa

Le web design et le graphisme de la plateforme doivent respecter la charte graphique de MEET Africa. La charte graphique du projet MEET Africa sera fournie au prestataire choisi pour développer les versions 2 et 3 de la plateforme.

Règles de visibilité et de communication des projets de coopération co-financés par l'Union européenne et l'Agence française de développement (AFD).

Respect des règles de visibilité et de communication imposés par les bailleurs de fonds et co-financeurs du projet MEET Africa. Ces règles devront être respectées, des logos des bailleurs de fonds devront être affichés dans la plateforme, des mentions devront présenter le budget et la clause de non-responsabilité. ANIMA et Expertise France s'engagent à communiquer ces normes de visibilité des organismes financeurs, ainsi qu'à transmettre le matériel nécessaire au respect des règles de visibilité.

Compatibilité technique (rappel)

Le site sera optimisé pour être visible dans l'ensemble des navigateurs web (Internet Explorer, Firefox, Chrome, Safari, etc.), toutes versions confondues, tous systèmes d'exploitation, ainsi que sur les supports mobiles (téléphone portable, tablette...) : prévoir donc une version « responsive design » du site avec les dernières normes en vigueur.

Graphisme

Le prestataire devra fournir au moins trois propositions de web design par module de fonctionnalités. ANIMA et Expertise France sélectionneront l'une d'entre elles.

Une fois le choix fait, le prestataire devra fournir une charte graphique et iconographique de la plateforme MEET Africa. Cette charte web sera également soumise au principe de co-construction et évoluera très probablement pendant la durée du projet, notamment sur la période dédiée à la pérennisation de la plateforme.

Traduction

Le site devra être développé en anglais et en français. Les contenus seront traduits par ANIMA et fournis au prestataire web pour intégration dans la plateforme. La plateforme MEET Africa pourrait être traduite vers d'autres langues selon le principe de co-construction de l'outil.

La version beta de la plateforme MEET Africa est uniquement disponible en français à ce jour et devra être traduite à l'anglais également par le prestataire sélectionné pour le développement des versions 2 et 3 de l'outil.

Hébergement et nom de domaine

Nom de domaine

Le nom de domaine hub.meetafrica.fr est un sous domaine de meetafrica.fr. Cependant, il a ses propres paramètres DNS. Hub.meetafrica.fr pointe vers un serveur complètement différent et indépendant du domaine meetafrica.fr. Les informations nécessaires pour le prestataire seront fournies par ANIMA à sa demande. Le sous domaine est géré aujourd'hui par Expertise France. L'adresse IP du serveur de production sera transmise au nouveau prestataire pour effectuer un transfert de domaine vers le compte associé.

Le prestataire qui reprendra le projet pourra garder le même serveur ou migrer le projet sur son serveur. Dans le cas de migration vers un nouveau serveur, une modification de l'IP configurée par celle du nouveau serveur sera effectuée. Meetafrica.fr étant complètement indépendant de ces procédures, seul hub.meetafrica.fr sera impacté.

Hébergement

Le prestataire devra s'assurer que l'hébergement existant réponde aux besoins exprimés dans ce cahier des charges ou trouver une solution supplémentaire si nécessaire (SAS, etc.).

L'hébergement devra impérativement être au nom d'ANIMA.

Une estimation des frais d'hébergement au prorata des ressources utilisées (taille des fichiers et bande passante utilisée, modules nouveaux à développer, etc.) sera demandée au prestataire afin de connaître les besoins financiers qui affecteront la pérennité de la future plateforme pour la suite (une fois la période subventionnée terminée).

La durabilité de la plateforme sera un critère principal pour le choix du prestataire, des solutions innovantes pour minimiser l'impact de ces frais d'hébergement dans le futur de la plateforme MEET Africa seront donc un atout pour le processus de sélection du prestataire en charge du développement.

Un certificat SSL et une adresse de messagerie dédiée à la plateforme existent déjà également. Toutefois, le prestataire devra s'assurer, comme pour l'hébergement, que ces aspects techniques permettent tous les développements ultérieurs dont la plateforme MEET Africa a l'ambition. Le SSL est associé au nominativement au sous domaine hub.meetafrica.fr. Le certificat SSL sera identique si le prestataire conserve le même serveur. En cas de migration du projet vers un autre serveur, le SSL sera à reproduire.

RGPD et protection des données

La version beta de la plateforme MEET Africa est déjà en conformité avec la loi de protection des données personnelles. Néanmoins, le prestataire aura à sa charge, si nécessaire, la mise en conformité des nouvelles rubriques et modules développés avec la loi RGPD.

Propriété intellectuelle

La plateforme développée, les modules qu'elle intégrera, ainsi que tous les éléments qui seront présents dans le site web (images, textes, documents, codes informatiques développés, etc.) seront la propriété exclusive d'ANIMA Investment Network.

Le prestataire devra prévoir la cession des droits patrimoniaux de la plateforme digitale MEET Africa au profit d'ANIMA Investment Network et ce sans aucune rémunération ni limite de durée. Le prestataire devra s'assurer d'inclure dans le contrat la cession des droits de la prestation commandée, précisée dans ce cahier des charges.

Maintenance

La maintenance de la plateforme MEET Africa doit être également comprise dans la prestation de développement ci-détaillée par le prestataire, entre la mise en ligne et la fin de l'année 2024.

Des détails financiers et techniques sur la proposition de maintenance devront être précisés dans la prestation proposée afin d'évaluer les besoins futurs qui conditionneront la pérennité de la plateforme web.

Comme pour l'hébergement, la durabilité de la plateforme sera un critère principal pour le choix du prestataire. Des solutions innovantes pour minimiser l'impact de ces frais de maintenance dans le futur de la plateforme MEET Africa seront donc un atout pour le processus de sélection du prestataire en charge du développement.

Web marketing et référencement de la plateforme

Le prestataire devra mettre en place les actions nécessaires au bon référencement de la plateforme MEET Africa qu'il considère essentielles pour le rayonnement de l'outil.

Formation et création de supports d'utilisation

Le prestataire formera l'équipe ANIMA, ainsi que les membres de la plateforme indirectement, à l'utilisation de son outil et aux nouveaux modules développés. Le Comité technique sera également associé à ces formations et pourra orienter leur contenu. Plusieurs formats seront visés :

1. Fourniture d'une documentation didactique (notice d'utilisation) pour l'équipe de gestion dédiée et pour le Comité technique
2. Fourniture d'une documentation didactique (notice d'utilisation) pour les membres et utilisateurs (didacticiel téléchargeable à partir de la plateforme collaborative dans ce cas-là). Ce format pourra être revu afin de le rendre plus attractif (vidéos, webinaires, etc.).
3. Organisation de sessions de formation physiques ou numériques (à décider) avec le Comité technique et la gouvernance (lors du développement de la version 3 de la plateforme)
4. D'autres supports de formations peuvent être développés à la demande des utilisateurs/membres et/ou Comité technique, mais aussi de la suggestion du prestataire (expert technique).

Promotion et création de supports de communication

Promotion de la plateforme

La communication de la plateforme comprendra : des actions en ligne, sur les réseaux sociaux et les médias, en particulier des médias dédiés aux diasporas, les événements et les associations de la diaspora seront mobilisés comme relais d'information.

Les canaux de promotion de la plateforme sont la réalisation d'une plaquette, les réseaux sociaux, le site internet des partenaires du projet et le site dédié du projet, la promotion à l'occasion d'événements organisés par les partenaires dans le cadre d'autres projets ou de leurs activités courantes : Journées Nationales des Diasporas Africaines de Bordeaux, Forum des diasporas africaines de Paris, Journée internationale des migrants, Salon(s) de l'entrepreneur, Salons dédiés à l'investissement dans un pays du programme en particulier, etc... Des synergies seront aussi créées avec d'autres plateformes ou fora de discussion et d'échange, comme celle mise en place par la Global Diaspora Facility.

Création de supports de communication

De supports de promotion et de communication de la plateforme pourront être développés, notamment afin de promouvoir la plateforme lors du Sommet Afrique-France qui se tiendra en octobre 2021.

Ces supports peuvent être des visuels numériques à destination des réseaux sociaux, des infographies et des chiffres, des témoignages des utilisateurs et des membres (format image ou vidéo), etc.

Ces prestations pourront être intégrées dans la proposition commerciale si le prestataire a les moyens techniques et l'expertise interne pour ce faire. Si ce n'est pas le cas, une sous-traitance peut être envisagée, mais doit être précisée dans la proposition commerciale (équipe sous-traitée et tout autre détail pouvant mettre en évidence leur performance et capacité à créer ces supports).

Support de promotion : visibilité de la plateforme lors du Sommet Afrique-France

Pour la présentation de la plateforme lors du Sommet Afrique-France (octobre 2021), un support de communication, de type animation ou motion design, devra être produit.

L'objectif est de maximiser l'impact de l'annonce de la mise en ligne de la plateforme MEET Africa et devra être axé sur :

1. la nature co-construite de l'outil ; le réseau d'acteurs derrière l'outil numérique
2. la pertinence de ses informations (qui répondent aux besoins des acteurs de la communauté diaspora, structures d'appui et bénéficiaires finaux - entrepreneurs)
3. les milles possibilités qui s'ouvrent en termes de fonctionnalités sur un projet de tel envergure
4. le call to action : nous avons besoin de travailler avec les utilisateurs et membres pour réussir notre mission de créer un outil qui les appartient ! Nous devons donc attirer d'un côté les organisations et d'un autre les entrepreneurs de la diaspora.

Reporting et outils de statistique de la plateforme web

Des outils pour le suivi des statistiques internes de la plateforme doivent être développés. Les usages des organisations membres et des utilisateurs seront suivis grâce à ces outils de reporting interne à la plateforme.

Ci-dessous, les indicateurs de suivi de la performance et de l'efficacité du Hub MEET Africa accordés avec les acteurs lors du premier atelier de co-construction tenu le 8 juillet 2021.

Cette liste n'est pas exhaustive et devra être enrichie avec des outils de suivi et de statistique dédiés au suivi des usages et de la performance des nouveaux modules ou fonctionnalités ajoutés.

Statistiques web :

- Pages vues (analyse du parcours de navigation)
- Origine des visites (géographique)
- Profil des utilisateurs (résidence, nationalité, fonction, âge, sexe, etc.)
- Intention d'engagement (entrepreneur, fournisseur de service, financeur, etc.)
- Demandes de contact avec des organisations, traitement des demandes par les organisations
- Téléchargement des documents de candidatures

Indicateurs spécifiques à développer dans le Hub MEET Africa :

- Nombre d'organisations/ d'offres promues
- Poids des types de services proposés
- Typologie des organisations (public, privé, etc.)
- Attractivité des offres (nombre de vues, de clics, de téléchargement des documents en ligne, des demandes d'information auprès des organisations)

Procédure de sélection et offre attendue

Prestation

La prestation est composée de différents modules qui devront être chiffrés par le prestataire dans une logique de volume horaire nécessaire par développement de module.

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être modifiée. Cependant, le volume de développement chiffré sera toujours respecté.

L'ensemble des fonctionnalités ci-dessous mentionnées peuvent n'est pas être développées.

L'offre commerciale doit être présentée comme « un devis à tiroirs », ce qui voudrait dire que l'équipe de gestion peut choisir de développer tout ou partie des modules devisés.

1. Développer une évaluation des offres de services en fonction de la réactivité de la structure sur la plateforme et des retours d'expérience des entrepreneurs-utilisateurs ;
2. Création des pages pays qui affichent le mapping synthétique des offres pour le pays, ainsi que d'autres informations pertinentes pour un entrepreneur désireux de s'installer dans le territoire en question ;
3. Définir un système de mise en valeur très visible des offres spécifiques pour les entrepreneurs de la diaspora ;

4. Outil d'autodiagnostic de l'entrepreneur afin de l'orienter vers les offres adaptées à son projet ;
5. Développement d'une section « prestataires labellisés / accrédités MEET Africa ». Cette section fera la promotion de fournisseurs de services / conseils aux entrepreneurs dans les pays africains. Une évaluation des fournisseurs sera également disponible en fonction des retours d'expérience des entrepreneurs-utilisateurs ;
6. Développement de statistiques sur les entrepreneurs de la diaspora (Observatoire). Développement d'un module dans lequel les organisations d'appui membres de la plateforme renseignent leurs statistiques d'activité liées à l'accompagnement d'entrepreneurs. Cet outil pourra à la fois leur permettre de visualiser leurs données de manière attractive (graphiques, uniquement visibles et exportables par l'organisation) et de produire des statistiques mutualisées ;
7. Veille sur les financements des bailleurs pouvant contribuer au modèle économique des structures d'accompagnement et système d'alertes automatisé ;
8. Service de messagerie interne entre structures et/ou service de visio-conférence intégrée dans la plateforme ;
9. Création d'un réseau d'échange entre entrepreneurs de la diaspora pour susciter des échanges de conseils et astuces : interconnexion des utilisateurs.
10. Module supplémentaire "rubriques web classiques" :
 - Ressources (vidéos, rapports, études, etc.)
 - Formations (en rediffusion, live ou format physique)
 - Calendrier d'événements partagé (agenda commun à l'ensemble de la communauté de la plateforme – organisations membres)
 - Autres contenus : témoignages des utilisateurs, bonnes pratiques des organisations membres, mise en avant de certains statistiques internes du site (nombre d'inscrits, d'organisations membres, d'offres publiées, etc.
 - Flux d'actualités et veille informationnelle automatisé (solutions automatisées à prévoir pour la minimisation de la saisi des informations par les organisations membres)
11. Module de statistiques/reporting, évaluation des usages et pérennisation.

Le détail sur l'ensemble des modules est présenté dans la rubrique « Besoins fonctionnels » de ce cahier des charges.

Format de la mission

Le prestataire sera engagé sur une démarche longue et évolutive reprenant les 2 versions à développer pour la plateforme MEET Africa.

Le contrat résultant de la sélection détaillera les modules de fonctionnalités ci-dessus détaillés, mais laissera des marges de manœuvre sur l'ordre de développement des modules et sur le choix final des fonctionnalités à mettre en place.

Le prestataire choisi se chargera également de l'hébergement, de la maintenance, de la sécurité de la plateforme et des données personnelles, avec une garantie de temps de rétablissement contractuelle en cas de défaillance. Une attention spécifique sera portée aux conditions de pérennisation de la plateforme lors de la rédaction des termes de référence de la plateforme.

Le prestataire et ses équipes devront faire preuve de souplesse financière et technique afin d'assurer ce projet de long terme qui perdurera au minima de septembre 2021 à juillet 2022 (sans compter le contrat de maintenance qui perdurera jusqu'à fin 2024).

Le règlement (paiement) de la prestation correspondra aux deux versions de la plateforme web : 2^{ème} version de la plateforme MEET Africa à livrer en décembre 2021 ; 3^{ème} version de la plateforme MEET Africa à livrer en juin 2022. Des avances pourront être versées avant livraison des livrables à négocier avec le(s) prestataire(s) dans le cadre du contrat.

Chronogramme et délais de la procédure de sélection

Chronogramme de développement de la plateforme MEET Africa – *liste d'actions non exhaustive*.

Mise en concurrence – recherche de prestataire	Du 26 août au 24 septembre 2021
Analyse des offres reçues, demande de compléments d'information ou d'offres optimisées et sélection d'un prestataire	Du 27 septembre au 4 octobre 2021
Contractualisation avec le prestataire	Le 5 octobre 2021 au plus tard
Révision du cahier des charges de la plateforme avec le prestataire sélectionné et accord sur les étapes de développement à venir	Les 5 et 6 octobre 2021
Développement des nouvelles fonctionnalités ; fourniture des contenus finalisés et des images ; recettage.	Du 07 octobre au 10 décembre 2021
Mise en ligne de la 2 ^{ème} version de la plateforme et présentation aux acteurs	Du 13 décembre au 17 décembre 2021

Modification et adaptation si besoin à la suite de la présentation aux acteurs. Bouclage de la version 2 de la plateforme.	Du 20 au 22 décembre 2021
Développement des nouvelles fonctionnalités pour la version 3 de la plateforme et recherche de pérennisation (calendrier à définir avec le prestataire). Modification et adaptation si besoin à la suite des réunions de co-construction avec les acteurs.	Janvier – mai 2022
Bouclage de la version finale de la plateforme (version 3).	Juin 2022

Critère d'éligibilité et offre attendue

Sont éligibles les prestataires établis dans un pays éligible dans le cadre du projet MEET Africa selon les règles de nationalité applicables aux projets financés par l'Union européenne. Voir liste des pays éligibles (annexe 1 du cahier des charges).

A l'appui de leur offre, les candidats devront remettre un dossier constitué des documents suivants :

- Preuve d'enregistrement au registre des sociétés (k-bis ou équivalent).
- La Déclaration sur l'honneur prestataire (annexe 2 du cahier des charges).
- Une offre technique (peut être précisée directement dans le devis) avec :
 - une description de la méthodologie qui sera employée,
 - un chronogramme détaillé,
 - une présentation rapide de l'équipe technique.
- Une offre financière ou devis précisant le nombre d'heures pour chaque module de développement.
- La déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et à l'absence de conflit d'intérêt (pages 20-22 du document de règlement de consultation).
- Un document attestant du régime fiscal auquel la structure est soumise dans le pays ;
- Un document attestant de la régularité de la situation sociale et fiscale de la structure ;
- Document portant définition et conditions de réalisation des opérations de traitement des données à caractère personnel pour le compte de l'autorité contractante.
- Un descriptif des moyens humains et techniques, ainsi que des capacités économiques et financières du prestataire soumissionnaire
- Tout autre document mentionné dans l'article 4 du document de règlement de la consultation « PRESENTATION DES OFFRES ET MODALITES DE DEPOT » (pages 9-10)

Le prestataire devra également proposer un outil de suivi de projet et de travail collaboratif facilitant le suivi et le travail de co-construction avec le Comité technique, la recette lors de la livraison des pages et modules du projet.

Critères de sélection

L'évaluation des offres admissibles portera sur des critères classés par ordre d'importance ci-dessous :

Critères permettant d'apprécier la qualité de l'offre	Nombre de points maximum
Critère 1 : La proposition technique	30
Critère 2 : L'expérience et les références sur des développements graphiques et techniques similaires	20
Critère 3 : L'engagement à respecter les délais imposés Seules les offres et prestataires qui font du respect des délais un critère principal seront pris en considération. La prise en compte de la méthodologie de développement sous le principe de co-construction est un plus.	15
Critère 4 : Le prix	15
Critère 5 : Les solutions pour la pérennité de la plateforme MEET Africa après la période de mise en œuvre du projet	20
TOTAL	100

Délais de réponse et contacts

Les offres sont à envoyer par mail avant le 24 septembre 2021 à minuit à Lauriane.ammouche@anima.coop

Les candidats ont la possibilité d'adresser leurs questions sur des points techniques ou administratifs du dossier jusqu'à la date de soumission via email.

Si une question est posée par un candidat, la réponse lui est donnée de façon publique via le document partagé accessible à [ce lien](#). L'ensemble des potentiels candidats à cet appel d'offres peuvent donc prendre connaissance des éléments de réponse donnés à la question posée par un candidat.

Contacts :

Lauriane Ammouche, Responsable de communication et web - ANIMA Investment Network

Lauriane.ammouche@anima.coop – Tél : +33 4 96 11 67 68

Rodolphe Fauque, Chargé de communication et web - ANIMA Investment Network

Rodolphe.fauque@anima.coop – Tél : + 33 4 96 11 18 13

Annexe 1 : les pays éligibles.

Sont éligibles toutes les personnes physiques ressortissantes des pays mentionnés ci-après et à toutes les personnes morales qui y sont effectivement établies :

Les pays ACP

Afrique :

Afrique du Sud**, Angola, Bénin, Botswana, Burkina, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie et Zimbabwe.

Caraïbes :

Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago.

Pacifique :

Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie, Nauru, Niue, Palaos, Papouasie - Nouvelle-Guinée, Samoa occidentales, Timor-Oriental, Tonga, Tuvalu, Vanuatu.

Les Etats membres de l'Union européenne

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Les bénéficiaires de l'instrument d'aide de préadhésion

Albanie, République de Macédoine du Nord, Bosnie-Herzégovine, Kosovo*, Monténégro, Serbie, Turquie.

Les États membres de l'Espace économique européen

Islande, Liechtenstein, Norvège.

Les pays et territoires d'outre-mer

Anguilla (UK), Aruba (NL), Bermudes (UK), Bonaire (NL), Curaçao (NL), Groenland (DK), Îles Caïmans (UK), Îles Falkland (UK), Îles Géorgie du Sud et Sandwich du Sud (UK), Îles Turks-et-Caïcos (UK), Îles Vierges britanniques (UK), Montserrat (UK), Nouvelle-Calédonie et dépendances (FR), Pitcairn (UK), Polynésie française (FR), Saba (NL), Saint-Barthélemy (FR), Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha (UK), Saint-Eustache (NL), Saint-Pierre-et-Miquelon (FR), Sint-Maarten (NL), Terres australes et antarctiques françaises (FR), Territoire

britannique de l'Antarctique (UK), Territoire britannique de l'océan Indien (UK), Wallis-et-Futuna (FR).

Les pays et territoires en développement, figurant sur la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD de l'OCDE, qui ne sont pas membres du G20, sans préjudice du statut de la République d'Afrique du Sud, régi par le protocole 3 de l'accord de partenariat :

- Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Laos, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar/Birmanie, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Timor-Oriental, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen, Zambie.
- République populaire démocratique de Corée, Zimbabwe.
- Arménie, Bolivie, Cameroun, Cap-Vert, Cisjordanie et bande de Gaza, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, El Salvador, Eswatini, Géorgie, Ghana, Guatemala, Honduras, Inde, Indonésie, Jordanie, Kenya, Kirghizstan, Kosovo, Maroc, Micronésie, Moldavie, Mongolie, Nicaragua, Nigeria, Ouzbékistan, Pakistan, Papouasie - Nouvelle-Guinée, Philippines, Sri Lanka, Syrie, Tadjikistan, Tokélaou, Tunisie, Ukraine, Viêt Nam.
- Afrique du Sud, Albanie, Algérie, République de Macédoine du Nord, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Azerbaïdjan, Belize, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Chine (République populaire de), Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, Équateur, Fidji, Gabon, Grenade, Guinée équatoriale, Guyana, Îles Marshall, Iran, Iraq, Jamaïque, Kazakhstan, Liban, Libye, Malaisie, Maldives, Maurice, Mexique, Monténégro, Montserrat, Namibie, Nauru, Niue, Palaos, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Hélène, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Serbie, Suriname, Thaïlande, Tonga, Turkménistan, Turquie, Venezuela, Wallis-et-Futuna.

DECLARATION SUR L'HONNEUR

DU CANDIDAT/SOUMISSIONNAIRE INTERVENANT DANS LA MISE ENŒUVRE D'UNE SUBVENTION FINANCEE PAR EXPERTISE FRANCE

A joindre à [candidature/offre/marché]¹

Objet du contrat d'achat de prestation / fourniture / travaux : XXXXXXXX

Dans le cadre du contrat de subvention ayant pour objet : XXXXXXXX

1. Nous reconnaissons et acceptons que, dans le cas des situations susvisées, Expertise France a le droit d'exclure notre entreprise de la procédure d'appel d'offres pour prestation/fourniture/travaux intervenant dans la mise en œuvre d'une subvention financée par Expertise France, et dans le cas où le marché était attribué à notre entreprise, de telles situations peuvent entraîner la résiliation du marché, conformément aux dispositions de celui-ci.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement, ni de nos fournisseurs, prestataires, consultants et sous-traitants, (comprenant les directeurs, employés et agents de ces entités) ou les personnes ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur elles, n'est dans l'un des cas suivants
 - a) Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
 - b) Avoir fait l'objet :
 - i. D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Marché, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle condamnation, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
 - ii. D'une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l'Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel nous sommes établis, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle sanction, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette sanction n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;

¹ Dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence, ce document doit être annexé à la candidature/offre du candidat/soumissionnaire. Dans le cadre d'une procédure sans mise en concurrence, ce document doit être annexé au marché.

- iii. D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD.
 - c) Figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;
 - d) Avoir fait l'objet d'une résiliation prononcée à nos torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à nos obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction n'ait pas fait l'objet d'une contestation de notre part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à nos torts exclusifs ;
 - e) N'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;
 - f) Être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr> (dans l'hypothèse d'une telle décision d'exclusion, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
 - g) Avoir produit de faux documents ou s'être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du Marché.
3. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
- a) Actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance d'Expertise France et résolu à sa satisfaction.
 - b) Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance d'Expertise France et résolu à sa satisfaction ;
 - c) Contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre

soumissionnaire ou consultant nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres ou propositions respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

- d) Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
- e) Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux, fournitures ou équipements :
 - i. Avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre de la procédure de passation du Marché ;
 - ii. Être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.
- 4. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
- 5. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera Expertise France, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.
- 6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
 - a) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
 - b) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
 - c) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute Personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quelque soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre Personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre Personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.
 - d) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute Personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre Personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.
 - e) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible

d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.

- f) Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.
- g) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage.

Nous reconnaissons et acceptons qu'en cas d'identification de l'une des situations listées ci-dessus nous concernant, le Bénéficiaire de la subvention serait tenu de transmettre ces données à Expertise France, ou au Bailleur à l'origine du financement ou à toute entité du groupe Agence Française de Développement et que ce derniers pourraient les inclure dans un système de détection rapide et d'exclusion et les publier sur leur site internet.

Nous nous engageons à communiquer sans délai à Expertise France, tout changement de notre situation au cours de la passation et le cas échéant l'exécution du marché, au regard de la présente déclaration.

Nom : _____ En tant que :

Dûment habilité à signer pour et au nom de¹

En date du : _____

Signature : _____

¹ En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire ou du consultant joindra à celle-ci le pouvoir confié par le soumissionnaire ou le consultant.